



## **Préavis au Conseil communal**

---

Arrêté d'imposition pour les années 2017-2018-2019

---

## **Municipalité**

M. Jean-Pierre Sueur, Syndic

N° 08/2016

Préavis adopté par la Municipalité le 18.07.2016

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Objet du préavis .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>Evolution de la charge fiscale, point d'impôt et endettement.....</b>	<b>4</b>
<b>4</b>	<b>Situation financière de la commune.....</b>	<b>5</b>
4.1	Evolution des paramètres financiers et comptables pour la période 2011 à 2015 .....	5
4.2	Appréciation de la situation actuelle .....	7
4.3	Développement de la commune .....	8
4.4	Perspectives financières et prévisions à long terme (2016-2020) .....	8
<b>5</b>	<b>Commentaire .....</b>	<b>10</b>
<b>6</b>	<b>Conclusion.....</b>	<b>12</b>

## 1 Objet du préavis

L'arrêté communal d'imposition 2016 adopté par le Conseil communal le 5 octobre 2015 et approuvé par le Conseil d'Etat sera échu le 31 décembre 2016.

Conformément aux dispositions de l'art. 33 de la Loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LIC) ainsi qu'aux instructions du Département des institutions, la Municipalité vous présente l'arrêté d'imposition pour les années 2017-2018-2019. Celui-ci doit être remis à la Préfecture du district de Lausanne au plus tard le 31 octobre 2016.

## 2 Introduction

Comme chaque année, au moment de la rédaction de ce texte, de nombreuses inconnues subsistent encore et ce préavis est établi une nouvelle fois sur des prévisions comportant une part d'incertitude. En effet, c'est en l'absence de chiffres précis concernant toutes les participations aux charges cantonales et péréquations intercommunales que le taux d'imposition du(des) prochain(s) exercice(s) doit être fixé.

Dans ce contexte et compte tenu des informations à notre disposition, la prévision des rentrées fiscales ou des charges péréquatives futures se révèle être une tâche aléatoire. Néanmoins, l'arrêté d'imposition reste l'unique moyen pour la Municipalité de s'assurer des ressources financières nécessaires pour couvrir le montant des charges qu'elle inscrit au budget de fonctionnement, dégager une marge d'autofinancement suffisante pour amortir les dépenses d'investissements effectuées antérieurement et financer les nouveaux investissements.

La Municipalité a fait appel à une société fiduciaire pour un accompagnement à la gestion prospective. La Commission des finances et le Conseil communal ont soutenu cette démarche. La planification financière a été mise à jour sur la base des dernières informations connues au 30 juin de cette année. Les principales informations utiles sont intégrées et étayent ce préavis.

### 3e réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)

La RIE III est une réforme fédérale qui vise à adapter la législation fiscale suisse aux nouvelles normes internationales, tout en maintenant l'attractivité de notre pays. Cette réforme met fin aux régimes d'exception fiscale (statuts spéciaux) qui permettent une imposition avantageuse pour les entreprises établies en Suisse et dont une grande partie des bénéfices sont réalisés à l'étranger. Il en résulte un risque substantiel que nombre de ces entreprises quittent le pays, laissant derrière elles une facture sociale et des pertes fiscales élevées.

C'est pour parer à ce risque et à ses conséquences que le Conseil d'Etat a décidé d'anticiper et a adopté une stratégie fiscale et sociale, sous la forme d'un paquet législatif global, visant à maintenir les emplois dans le canton et à renforcer le pouvoir d'achat des ménages. Cette stratégie a été adoptée à une très large majorité au Grand Conseil en octobre 2015.

Le Conseil d'Etat et le Grand Conseil ont ainsi décidé de laisser inchangé le taux d'imposition sur le revenu des contribuables à 154.5% pour les années 2015-2019, ce qui contribue à la stabilité des finances publiques et évite un report de la pression fiscale des personnes morales sur les personnes physiques. Ainsi, comme présenté dans ce préavis, la Municipalité estime que les finances communales sont saines à l'heure actuelle et que les perspectives laissent présager qu'elles le seront encore ces trois prochaines années. Selon son analyse, et au vu du contexte politique actuel, elle souhaite reconduire la fiscalité pour les années 2017 à 2019.

### 3 Evolution de la charge fiscale, point d'impôt et endettement

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la charge fiscale (taux cumulés des impôts cantonaux et communaux, ainsi que tous les autres impôts) pour les contribuables montains entre 2012 et 2019.

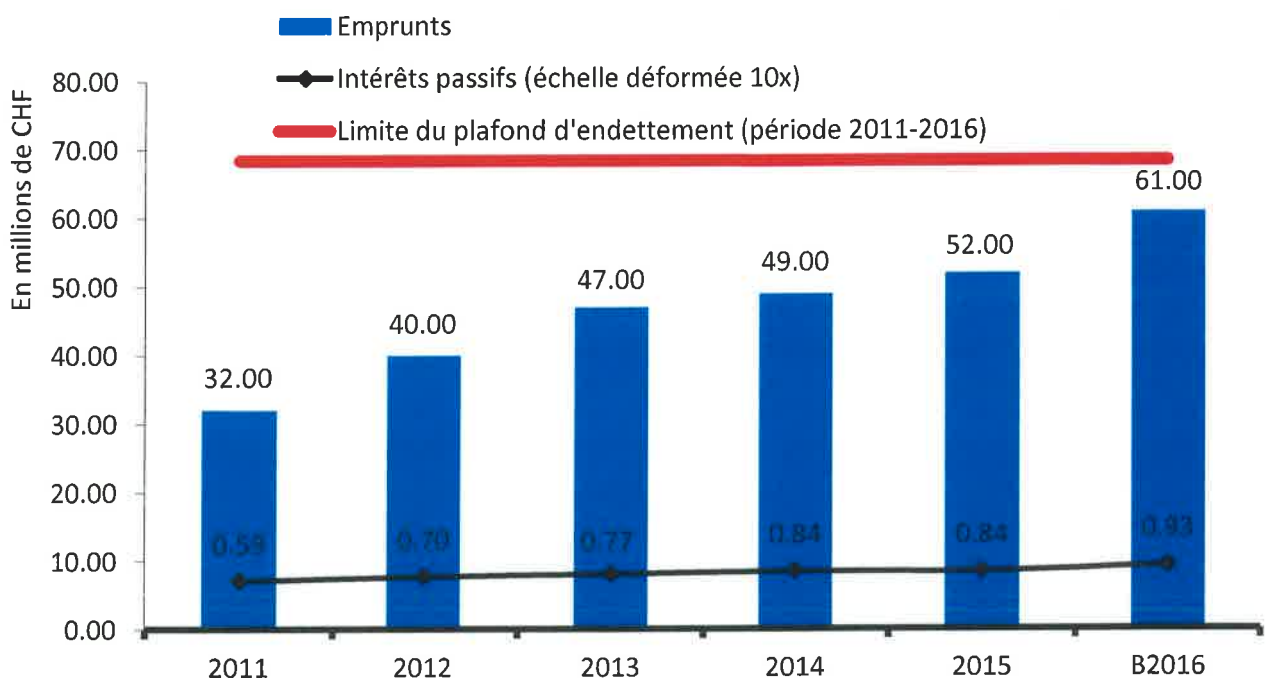
		2012	2013	2014	2015	2016	17/19
Impôt cantonal PP et PM		154.5	154.5	154.5	154.5	154.5	154.5
Impôt communal PP et PM		69.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0
<b>Charge fiscale totale</b>		<b>223.5</b>	<b>229.5</b>	<b>229.5</b>	<b>229.5</b>	<b>229.5</b>	<b>229.5</b>
Impôt foncier	‰	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Droit de mutation *	cts	50	50	50	50	50	50
Impôt - succession et donation *	cts	100	100	100	100	100	100
Impôt cpl. sur immeubles des sociétés *	cts	50	50	50	50	50	50
Impôt sur les tombolas	Fr.	20	20	20	20	20	20
Impôt sur les lotos *	cts	80	80	80	80	80	80
Impôt sur les chiens - par chien	Fr.	100	100	100	100	100	100

Personnes physiques (PP) et personnes morales (PM) - \* par franc perçu par l'Etat

	2011	2012	2013	2014	2015	B2016
Valeur du point d'impôt (en CHF)	277'492	319'794	354'752	336'595	371'288	359'946*
Dettes au 31.12 (en Mio)	32	40	47	49	52	61**
Habitants au 31.12	6'210	6'418	6'766	6'937	7'271	7'696
Valeur du point d'impôt (en CHF /habitant)	45	50	52	48	51	46
Dettes au 31.12 (en CHF /habitant)	5'153	6'232	6'946	7'063	7'151	7'926

\* Addition des postes 210.4001 à 210.4013 des comptes bouclés divisé par le taux, soit 75

\*\* montant corrigé selon mise à jour de la planification 2016-2020 (état au 30.06.2016)



Pour l'évaluation de la situation dans les prochaines années, un taux communal de 75 points a été admis par la fiduciaire pour cette étude prospective.

## 4 Situation financière de la commune

Rappel, comme lors de l'étude précédente, dans les tableaux suivants, les comptes de fonctionnement des années 2011 à 2015 ne correspondent pas aux comptes tels que présentés par la Municipalité dans les fascicules des comptes annuels. Au niveau des rentrées fiscales, les chiffres ont notamment été épurés de manière à ne traiter que les impôts dus pour l'année concernée. Ils ne prennent pas non plus en compte les imputations internes (écritures non financières), comptabilisation du système péréquatif au net (péréquation et facture sociale) ni les domaines soumis au principe d'équivalence (taxes déchets et taxes égouts épuration).

### 4.1 Evolution des paramètres financiers et comptables pour la période 2011 à 2015

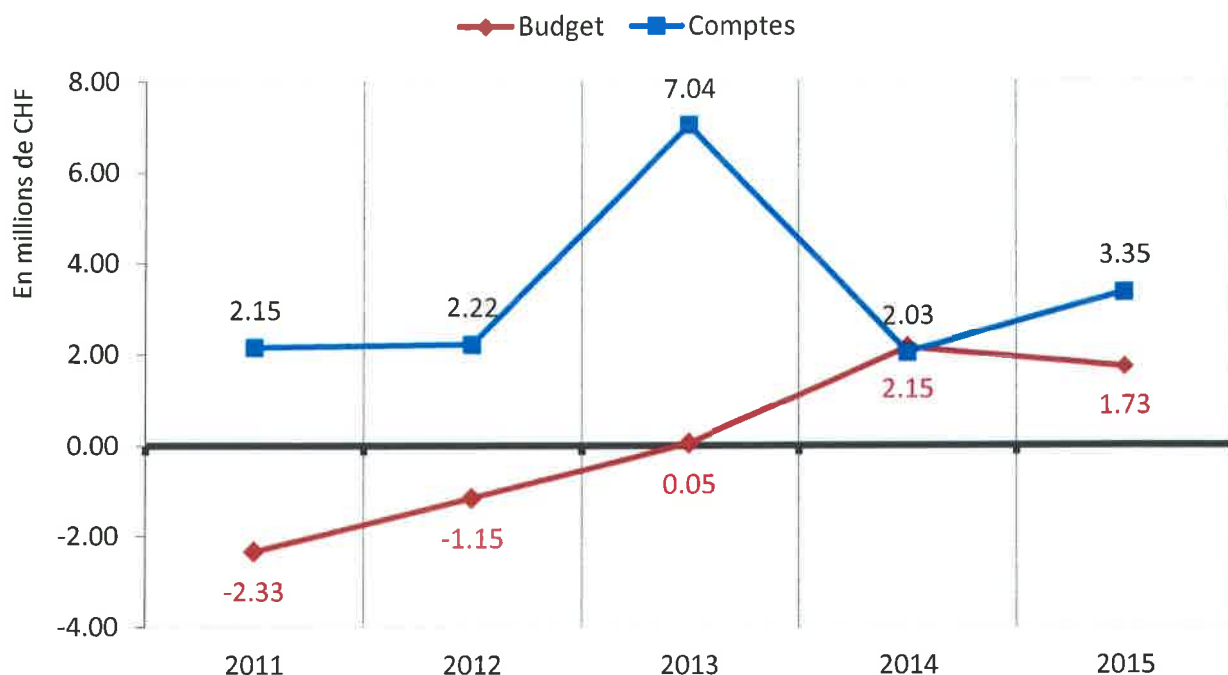
Evolution des recettes					
	2011	2012	2013	2014	2015
1 Administration	23'992	64'967	39'098	49'624	371'614
2 Finances	22'935'530	24'385'090	27'886'032	28'850'487	30'215'327
3 Domaines & bâtiments	960'968	1'245'282	1'214'185	1'162'264	1'113'872
4 Travaux	411'484	705'384	603'642	494'725	469'654
5 Inst. Publique & cultes	212'336	189'906	239'539	214'020	224'311
6 Sécurité publique	224'580	251'625	233'663	236'514	212'612
7 Sécurité sociale	0	0	26'726	198'110	172'216
<b>TOTAL</b>	<b>24'768'889</b>	<b>26'842'254</b>	<b>30'242'884</b>	<b>31'205'744</b>	<b>32'779'606</b>

Source : BDO SA

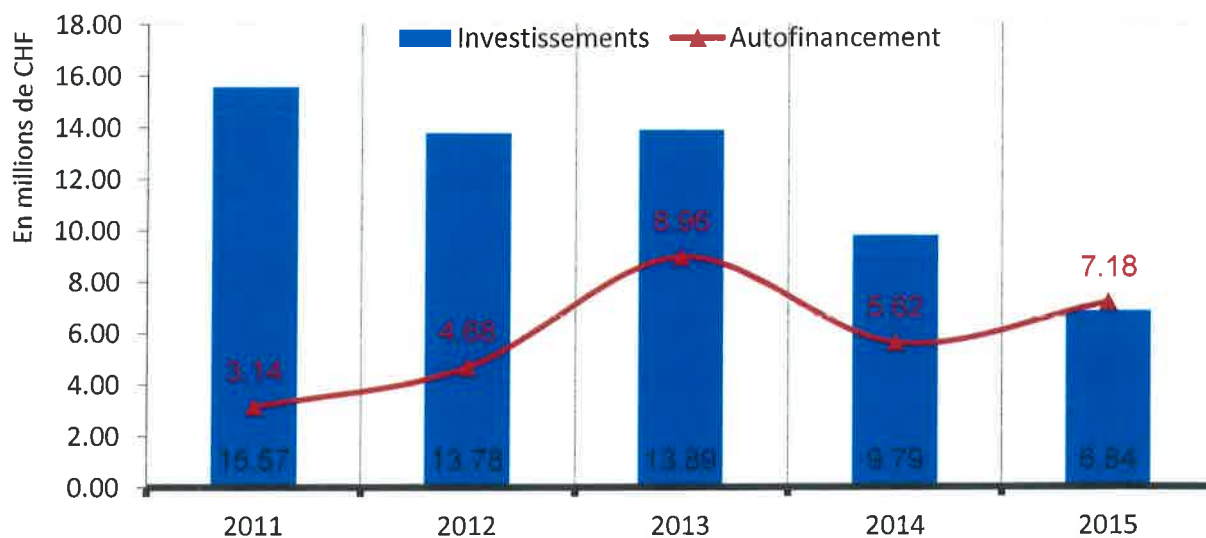
Evolution des dépenses					
	2011	2012	2013	2014	2015
1 Administration	3'378'531	3'856'575	3'849'354	4'364'844	4'610'813
2 Finances	4'602'116	5'491'382	6'145'314	6'378'610	6'669'889
3 Domaines & bâtiments	4'166'821	4'009'188	5'023'208	4'611'578	5'062'082
4 Travaux	3'614'051	3'512'864	3'755'175	3'474'163	3'512'662
5 Inst. Publique & cultes	1'016'958	1'126'634	1'177'994	1'315'160	1'401'501
6 Sécurité publique	1'480'716	2'146'994	2'250'458	2'224'986	2'268'048
7 Sécurité sociale	5'971'320	6'146'872	7'309'701	7'403'010	8'829'931
<b>TOTAL</b>	<b>24'230'513</b>	<b>26'290'509</b>	<b>29'511'203</b>	<b>29'772'351</b>	<b>32'354'926</b>

Source : BDO SA

Les graphiques ci-dessous montrent l'évolution des résultats des comptes communaux de ces cinq dernières années ainsi que de la marge d'autofinancement.



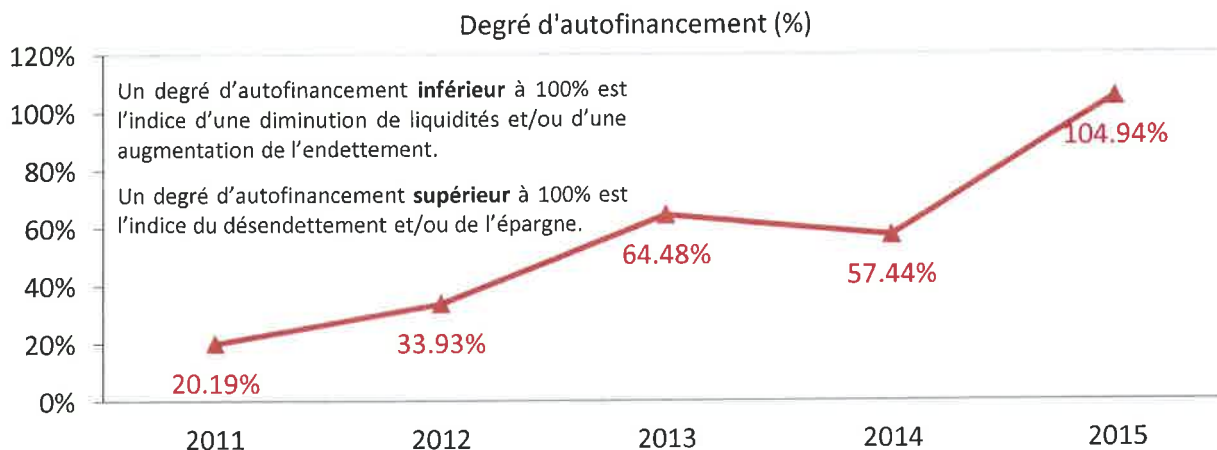
	Comptes	Budget	Variation	Comptes	Variation
	2015	2015	C15/B15	2014	C15/C14
Investissements nets	6'843'635	18'715'000	-11'871'365	9'785'674	-2'942'039
<b>Ratios de financement</b>					
Couverture des investissements	104.94%	28.14%	76.80%	57.44%	47.50%
Capacité d'autofinancement	16.33%	12.22%	4.11%	14.03%	2.30%





## 4.2 Appréciation de la situation actuelle

Pour la cinquième année consécutive, les comptes communaux enregistrent un excédent de revenus. En 2015, les comptes ont affiché un résultat positif de CHF 3'354'429.87, supérieur de CHF 1'619'510.87 par rapport au budget. Ce bon résultat est dû à une bonne maîtrise des charges, mais également à des recettes fiscales plus élevées que prévues, en particulier sur les personnes physiques et les personnes morales. En terme d'exploitation, les finances communales peuvent être considérées comme saines et maîtrisées.



Cette situation, bien que globalement positive à l'heure actuelle, incite donc la Municipalité à rester prudente dans sa gestion des finances communales. A la lecture de ces indicateurs, nous constatons cependant que les revenus ne sont actuellement pas suffisants pour assurer durablement les investissements qui devront être consentis.

Nous profitons également du présent préavis pour vous rappeler quelques informations sur la situation budgétaire 2016. Au niveau des recettes fiscales, il convient de relever les bonnes rentrées sur les comptes 2015 qui ont été supérieures aux prévisions. Les produits d'impôts 2015 sont même supérieurs à ce qui a été prévu au budget 2016 comme en témoigne le tableau ci-dessous :

Compte	Désignation	Budget 2016	Comptes 2015	Ecart
210.4001	Impôt sur le revenu	21'000'000.00	20'533'254.50	466'745.50
210.4002	Impôt sur la fortune	2'820'000.00	2'883'652.57	-63'652.57
210.4003	Impôt à la source	500'000.00	468'295.99	31'704.01
210.4004	Impôt spécial étrangers	93'000.00	89'175.05	3'824.95
210.4011	Impôt sur le bénéfice personnes morales	2'300'000.00	3'251'370.29	-951'370.29
210.4012	Impôt sur le capital personnes morales	170'000.00	447'170.30	-277'170.30
210.4013	Impôt complémentaire sur immeubles	113'000.00	173'689.50	-60'689.50
210.4020	Impôt foncier	2'100'000.00	1'992'866.75	107'133.25
210.4040	Droits de mutation	1'195'000.00	1'747'466.05	-552'466.05
210.4050	Impôt successions et donations	187'000.00	837'970.60	-650'970.60
210.4061	Impôt sur les chiens	32'000.00	33'450.00	-1'450.00
210.4063	Taxes tombolas et lotos	1'200.00	120.00	1'080.00
210.4101	Patentes boissons et tabac	3'800.00	2'514.50	1'285.50
210.4221	Intérêts de retard	180'000.00	156'953.29	23'046.71
210.4411	Part à l'impôt sur les gains immobiliers	940'000.00	367'371.45	572'628.55
	<b>TOTAL</b>	<b>31'635'000.00</b>	<b>32'985'320.84</b>	<b>-1'350'320.84</b>

### 4.3 Développement de la commune

Le développement de notre commune résulte d'une démarche de planification à long terme adoptée et confirmée à plusieurs reprises par le Conseil communal. Ce développement fait suite à l'élaboration, durant les années 80-90, du plan directeur communal et du plan général d'affectation (PGA). Ces objectifs de développement ont été confirmés et précisés à plusieurs reprises par les autorités communales, notamment en relation avec l'adoption et la légalisation de nombreux plans de quartier prévus par le PGA. Cette évolution va également dans le sens des planifications supérieures et notamment du plan directeur cantonal et du Projet d'Agglomération Lausanne-Morges (PALM).

La cadence de cette croissance est dictée par de nombreux paramètres dont la Commune n'a pas la maîtrise. La période actuelle nécessite des investissements dont l'amortissement doit être financé en parallèle. Nous investissons pour accompagner ce développement et garantir l'attractivité de notre Commune. Les bâtiments scolaires, les transports publics entre autres, répondent à cette politique.

Ces investissements génèrent évidemment un accroissement des charges de fonctionnement. A cela, il faut ajouter l'évolution du mode de vie et de la législation. Cette évolution implique des prestations supplémentaires des collectivités publiques et principalement des communes. On peut citer notamment les besoins en réfectoires scolaires et les structures d'accueil de la petite enfance (APEMS, garderies, ...).

L'aboutissement récent de l'étude du Plan général d'évacuation des eaux (PGEE) confirme par ailleurs que des investissements annuels très importants seront indispensables dans ce secteur. Dans ce domaine, si les amortissements et les charges d'entretien sont couverts par le produit des taxes, les investissements ont cependant une incidence directe sur le niveau d'endettement.

### 4.4 Perspectives financières et prévisions à long terme (2016-2020)

Sur la base de l'évolution des dernières années, compte tenu des charges et investissements planifiés ainsi que de l'évolution de la population, les perspectives peuvent être exprimées comme suit :

- prévisions basées sur un accroissement de la population tenant compte des extensions connues ou probables du parc immobilier sis sur le territoire communal ;
- à l'échéance 2016, la population approchera les 8'000 habitants ;
- recettes fiscales estimées sur la base d'un taux d'imposition communal de 75 dès 2013. Les prévisions prennent également en compte la mise en place, dès 2013, du principe d'équivalence pour le compte 450 ordures - déchets.

Evolution des recettes	2016	2017	2018	2019	2020
1 Administration	80'141	86'002	134'466	91'281	103'062
<b>2 Finances</b>	<b>31'020'618</b>	<b>32'418'742</b>	<b>33'923'731</b>	<b>34'146'991</b>	<b>35'769'317</b>
3 Domaines & bâtiments	1'257'016	1'198'225	1'250'240	1'329'802	1'287'804
<b>4 Travaux</b>	<b>517'839</b>	<b>483'516</b>	<b>481'520</b>	<b>497'097</b>	<b>466'795</b>
5 Inst. Publique & cultes	253'552	238'305	261'123	285'232	278'698
<b>6 Sécurité publique</b>	<b>286'051</b>	<b>249'947</b>	<b>273'707</b>	<b>325'461</b>	<b>283'743</b>
7 Sécurité sociale	185'163	187'015	188'885	190'774	192'682
<b>TOTAL</b>	<b>33'600'380</b>	<b>34'861'752</b>	<b>36'513'672</b>	<b>36'866'638</b>	<b>38'382'102</b>

Source : BDO SA



Evolution des dépenses	2016	2017	2018	2019	2020
1 Administration	5'055'042	5'083'256	5'458'495	5'788'579	5'913'597
2 Finances	6'035'079	6'913'009	8'082'002	8'304'147	8'846'184
3 Domaines & bâtiments	5'274'935	5'595'127	6'149'154	6'163'668	6'497'520
4 Travaux	3'701'096	3'652'824	3'910'065	3'966'496	3'961'387
5 Inst. Publique & cultes	1'501'422	1'541'687	1'657'924	1'761'174	1'833'337
6 Sécurité publique	2'660'861	2'654'537	2'771'347	2'844'481	2'881'084
7 Sécurité sociale	9'557'862	9'646'369	10'504'221	10'788'080	11'454'187
<b>TOTAL</b>	<b>33'786'297</b>	<b>35'386'809</b>	<b>38'533'208</b>	<b>39'616'627</b>	<b>41'387'296</b>

Source : BDO SA

Evolution des résultats	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes	33'600'380	34'861'752	36'513'672	36'866'638	38'382'102
Dépenses	33'786'297	35'386'809	38'533'208	39'616'627	41'387'296
<b>MNA<sup>1</sup></b>	<b>-185'917</b>	<b>-525'057</b>	<b>-2'019'536</b>	<b>-2'749'988</b>	<b>-3'005'194</b>
Solde domaine soumis au principe d'équivalence <sup>2</sup>	996'109	538'015	536'842	709'735	557'508
<b>MNAPE<sup>2</sup></b>	<b>810'191</b>	<b>12'958</b>	<b>-1'482'694</b>	<b>-2'040'253</b>	<b>-2'447'686</b>
Amortissements obligatoires	3'069'520	3'849'844	4'766'510	5'177'427	5'534'094
<b>CF<sup>3</sup></b>	<b>3'879'712</b>	<b>3'862'801</b>	<b>3'283'816</b>	<b>3'137'173</b>	<b>3'086'408</b>

Source : BDO SA

<sup>1</sup> Marge nette d'autofinancement (**MNA**) : il s'agit d'un concept de résultat qui reflète les moyens financiers à disposition de la commune. Dans le cadre de la planification financière, la MNA est un instrument de prévision des moyens financiers à disposition pour les années futures, qui peuvent être utilisés sous forme de financement de nouveaux investissements, de remboursements supplémentaires d'emprunts ou encore de financements de politiques redistributives ou sociales (**MNA = Recettes - Dépenses**).

<sup>2</sup> Marge nette d'autofinancement avec les domaines soumis au principe d'équivalence (**MNAPE**) : il s'agit de la MNA, présentée ci-dessus, à laquelle sont ajoutés les résultats des comptes soumis au principe d'équivalence, après épuration. (Le principe d'équivalence est connu, en pratique, sous le nom de l'utilisateur-payeur. La Loi fédérale du 07.10.1983 sur la protection de l'environnement (LPE) parle, quant à elle, de principe de causalité).

<sup>3</sup> Cash-flow (**CF**) : à l'image de la MNA, le cash-flow est également un concept de résultat. Son calcul suppose les mêmes principes que pour la MNA, à la différence que les amortissements obligatoires sont ajoutés au résultat (**CF = MNAPE + amortissements obligatoires + amortissements obligatoires des comptes soumis au principe d'équivalence**).

Situation générale des liquidités		2016	2017	2018	2019	2020
Investissements planifiés	+	12'678'890	22'627'500	8'672'500	5'400'000	5'000'000
Cash-flow planifiés	-	3'879'712	3'862'801	3'283'816	3'137'173	3'086'408
<b>Insuffisance ou excédent (-)</b>	<b>=</b>	<b>8'799'178</b>	<b>18'764'699</b>	<b>5'388'684</b>	<b>2'262'827</b>	<b>1'913'592</b>

Source : BDO SA

Evolution de l'endettement		2016	2017	2018	2019	2020
Endettement brut (EB)		60'799'178	79'563'877	84'952'561	87'215'387	89'128'979
Endettement net (EN)		54'526'709	73'291'408	78'680'092	80'942'918	82'856'510
Taux d'accroissement EB		16.92%	30.86%	6.77%	2.66%	2.19%
Taux d'accroissement EN		19.24%	34.41%	7.35%	2.88%	2.36%
EN par contribuable		11'474	14'744	15'129	14'875	14'551

Source : BDO SA

L'évolution des comptes de fonctionnements prévisionnels, ainsi que la projection des investissements futurs suppose qu'en 2020 l'endettement brut atteigne les 90 millions. La limite du plafond d'endettement pour la législature 2016-2021 devra donc être fixée en conséquence. Dès lors, des choix devront être effectués par ordre de priorité dans la réalisation des investissements futurs.

## 5 **Commentaire**

Depuis plusieurs années, la Municipalité applique un contrôle strict des dépenses et de compression des charges de fonctionnement. Néanmoins, la réduction de ces dernières ne peut pas toujours être effectuée sans contrepartie, sans que certaines prestations communales ne soient remises en question. De plus, le report des charges de l'Etat sur les communes et les nouvelles tâches incombant aux communes, notamment dans le domaine de la petite enfance et du parascolaire annulent la plupart des efforts consentis.

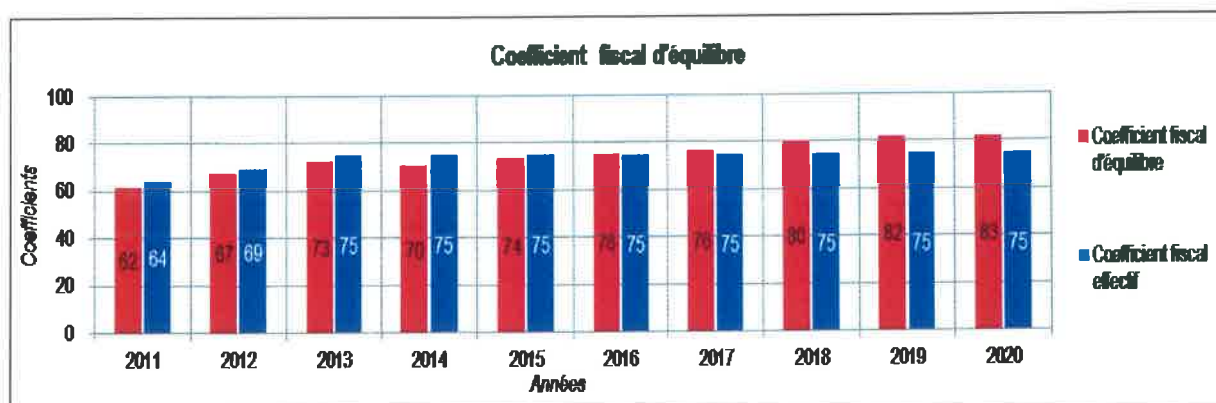
Malgré ce constat, la Municipalité s'engage à maintenir la pression sur les charges communales en choisissant systématiquement les solutions les moins onéreuses afin de limiter au maximum le recours à l'emprunt. Cependant, il faut être conscient que la Commune n'aura pas d'autre alternative que de s'endetter à nouveau durant les prochains exercices. A moyen terme, ce recours à l'emprunt pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour la pérennité financière communale. Dès lors, il sera indispensable pour les années à venir, de se donner les moyens de rembourser au fur et à mesure nos échéances auprès des bailleurs de fonds (plan de remboursement de la dette).

Les investissements à réaliser pour nos infrastructures communales vont perdurer de manière soutenue. Certains étant même déjà engagés par des préavis validés par le Conseil communal. Ceux-ci feront l'objet de nouveaux emprunts qui augmenteront la dette à long terme.

La Commune du Mont-sur-Lausanne se situe dans une période charnière pour son avenir, avec des investissements importants et essentiels, liés également à des collaborations régionales et cantonales. Nous devons donc aller de l'avant, sans négliger pour autant les autres tâches d'une commune qui va atteindre plus de 8'000 habitants (écoles, accueil pré et parascolaire, social, aménagements urbains, sécurité, etc...). Si l'endettement actuel peut encore être considéré comme mesuré pour une commune de notre taille, son évolution doit être appréciée en relation avec notre richesse et notre capacité à rembourser, qui sont faibles en raison de notre manque d'autofinancement.

La Municipalité est consciente de la nécessité de pouvoir équilibrer les comptes, même si elle assume politiquement que le coût de la dette augmentera ces prochaines années. Le maintien du taux d'imposition est donc impératif pour que la Commune puisse réaliser les investissements et faire face aux charges prévues. Un tel taux est pleinement adapté en regard des prestations offertes, de l'amélioration de la qualité de vie et de son développement. La Municipalité est également consciente que d'autres investissements coûteux, notamment au niveau des bâtiments scolaires primaires ainsi que de l'évacuation et de l'épuration des eaux, seront encore indispensables à terme. Notre endettement ne doit pas s'aggraver au point de rendre ces investissements impossibles et entraîner nos successeurs dans une impasse au niveau financier. Cependant, l'étude nous montre qu'à partir de 2020, la durée de remboursement de la dette se maintiendra en-dessous du seuil critique de 30 ans, pour s'approcher des 27 ans.

La mise à jour de la planification financière montre qu'avec le maintien du taux communal à 75 points au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la situation reste délicate, l'augmentation des revenus des impôts ne permettant pas de dégager des résultats positifs suffisants. Selon cette étude, le coefficient fiscal d'équilibre, proche jusqu'en 2016, des taux communaux adoptés, atteint 80 points en 2018 et augmente pour atteindre les 83 points, à partir de 2020.



Malgré ces avertissements, compte tenu de l'effort fiscal important consenti en 2013, la Municipalité a pris la décision de tout mettre en œuvre pour renforcer encore les économies budgétaires, de renoncer à court terme à tout investissement qui n'a pas un caractère vraiment indispensable. Elle propose donc au Conseil communal de reconduire, sans augmentation, le taux communal à 75 points pour les années 2017-2018-2019. A noter que les autres taxes ou impôts figurant sur l'arrêté d'imposition restent inchangés.

## 6 Conclusion

Au vu de ce qui précède, la Municipalité demande au Conseil communal de bien vouloir prendre la décision suivante :

### LE CONSEIL COMMUNAL DU MONT-SUR-LAUSANNE

- Vu le préavis N° 08/2016 de la Municipalité du 18.07.2016 ;
- Ouï le rapport de la Commission des finances,
- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

#### décide

- de maintenir à 75 % de l'impôt cantonal de base les points 1, 2 et 3 de l'article premier de l'arrêté d'imposition 2017-2018-2019.
- de maintenir les autres points et articles de l'arrêté d'imposition 2017-2018-2019 au même taux qu'en 2016.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos salutations distinguées.

Au nom de la Municipalité

  
Le Syndic  
Jean-Pierre Sueur



  
Le Secrétaire  
Sébastien Varrin

Annexe : Formulaire officiel d'arrêté d'imposition 2017-2018-2019

A retourner en 4 exemplaires daté et signé  
à la **préfecture** pour le **31 octobre 2016**

District de Lausanne  
Commune de **LE MONT-SUR-LAUSANNE**

# ARRETE D'IMPOSITION

## pour les années 2017-2018-2019

Le Conseil communal de **Le Mont-sur-Lausanne**

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LCom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

**arrête :**

**Article premier - Il sera perçu pendant 3 ans, dès le 1er janvier 2017, les impôts suivants :**

1	<b>Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers.</b>	En pour-cent de l'impôt cantonal de base	<b>75</b>	% (1)
2	<b>Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales.</b>	En pour-cent de l'impôt cantonal de base	<b>75</b>	% (1)
3	<b>Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.</b>	En pour-cent de l'impôt cantonal de base	<b>75</b>	% (1)
4	<b>Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées.</b>	Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le revenu, le bénéfice et l'impôt minimum	---	%

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.



**5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.**

Immeubles sis sur le territoire de la commune :	par mille francs	<b>1.20</b>	Fr.
Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :	par mille francs	<b>0.50</b>	Fr.

**Sont exonérés :**

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements, dans les limites fixées par la législation fédérale ;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs ;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

**6 Impôt personnel fixe**

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier :	<b>0.00</b>	Fr.
---	-------------	-----

**Sont exonérés :**

- a) les personnes indigentes ;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

**7 Droits de mutation, successions et donations**

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :	par franc perçu par l'Etat	<b>50</b>	cts
b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)			
en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'Etat	<b>0</b>	cts
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'Etat	<b>0</b>	cts
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'Etat	<b>100</b>	cts
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat	<b>100</b>	cts

**8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2)**

par franc perçu par l'Etat	<b>50</b>	cts
----------------------------	-----------	-----

**9 Impôt sur les loyers**

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.) Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune	pour-cent du loyer	<b>0.00</b>	%
---	--------------------	-------------	---

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcations pour charges de famille suivantes :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles.

## 10 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes : 0.00 cts  
ou 0.00 %

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires ;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs ;
- c) les bals, kermesses, dancings ;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

### Exceptions :

10bis **Tombolas** (selon art.15 et 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) : 20.00 Fr.  
**Lotos** (selon art.25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) : 80 cts

*Limité à 6% : voir les instructions*

11 **Impôt sur les chiens.** cts  
(Selon art. 10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens.) 100.00 Fr.  
par franc perçu par l'Etat  
ou par chien

Catégories : Fr. ou cts

Exonérations

**Article 2** - Il sera perçu pendant la période fixée à l'article premier, en centimes additionnels aux autres impôts cantonaux prévus par la loi annuelle d'impôt :

12 **Taxe sur la vente des boissons alcooliques**  
(selon art. 53a, 53e et 53i de la loi sur les auberges et débits de boissons LADB)  
Taxe d'exploitation perçue auprès des titulaires d'autorisation simples de débits de boissons alcooliques à l'emporter.  
*Limité à 1% du chiffre d'affaires moyen, net de la TVA : voir les instructions*

**Choix du système de perception** **Article 3.** - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'Administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38 a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, LICom).

**Échéances** **Article 4.** - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 12 les termes généraux d'échéance.

<b>Paiement - intérêts de retard</b>	<b>Article 5.</b> - La commune fixe le taux d' intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à <b>6 (six) %</b> l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1)
<b>Remises d'impôts</b>	<b>Article 6.</b> - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
<b>Infractions</b>	<b>Article 7.</b> - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
<b>Soustractions d'impôts</b>	<b>Article 8.</b> - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre <b>5 (cinq)</b> fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustraite, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
<b>Commission communale de recours</b>	<b>Article 9.</b> - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).
<b>Recours au Tribunal cantonal</b>	<b>Article 10.</b> - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
<b>Paiement des impôts sur les successions et donations par dation</b>	<b>Article 11.</b> - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 " <i>sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations</i> " modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

**Ainsi adopté par le Conseil communal dans sa séance du 3 octobre 2016**

**Le Président :**

**le sceau :**

**Le Secrétaire**

**J.-C. Fresquet**

**G. de Viron**

**Approuvé par la Cheffe du département des institutions et de la sécurité.....**

**(publication FAO annexée)**